

## PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

# Conciliation famille, travail et vie politique des personnes élues municipales : un enjeu prioritaire pour la vitalité et la santé démocratiques au sein des municipalités québécoises

Près des deux tiers (64 %)¹ des personnes élues municipales qui occupent un emploi à temps plein ont de la difficulté à concilier famille, travail et vie politique, une proportion nettement supérieure à celle observée dans la population générale (39 %)².

La problématique de la conciliation et les exigences de l'engagement politique à l'échelle municipale nuisent à l'attraction, la rétention et la pérennisation de la fonction, ainsi qu'à la diversification des profils des personnes intéressées par une telle fonction.

Selon un bilan produit par Élections Québec en novembre 2023, un nombre record de 741 personnes élues municipales ont quitté leur fonction au cours des deux premières années du présent mandat.

Si ces démissions s'expliquent par plusieurs facteurs, elles auraient souvent comme point commun le fait de réaliser que la politique municipale est plus exigeante et plus complexe qu'anticipée.

La méconnaissance de la portée du rôle et des responsabilités des personnes élues par ces dernières nuit à la mise en œuvre des conditions d'exercice dans les quelque 1 000 municipalités que compte le Québec et appelle à une réflexion à propos des balises qui permettent d'encadrer celles-ci.

**Cette réflexion est essentielle pour stimuler l'engagement en politique municipale de personnes aux profils variés, à l'image des populations qu'elles sont appelées à représenter.**

## Quelques chiffres sur la problématique³:

63%

des personnes élues municipales occupent un emploi, dont 75 % à temps plein.

54

Nombre d'heures travaillées par semaine des personnes élues municipales qui occupent un emploi, soit 16 heures consacrées à leur fonction élective et 38 heures à leur emploi.

43%

des personnes élues municipales, si elles avaient davantage de temps, l'investiraient dans la sphère familiale. C'est davantage le cas des hommes (55 %), tandis que les femmes, toutes proportions gardées, investiraient plutôt ce temps dans la sphère personnelle (49 %).

64%

des personnes élues qui occupent un emploi ressentent un niveau de stress élevé d'avoir à concilier famille-travail-vie politique (71 % chez les parents).

50%

des personnes élues affirment que leurs engagements politiques interfèrent avec leur vie familiale (60 % chez les parents).

52%

des personnes élues qui occupent un emploi affirment que leurs engagements politiques interfèrent avec leur vie professionnelle.

# Conciliation famille, travail et vie politique des personnes élues municipales : **mieux comprendre l'enjeu**

## Les difficultés rencontrées

- Un mandat de plus en plus complexe, compte tenu de la multitude de domaines et d'enjeux dont sont aujourd'hui saisis les conseils municipaux
- Une importante somme de travail invisible: préparation des dossiers, lectures, téléphone, courriel, etc.
- Une surcharge de travail attribuable notamment au manque de soutien administratif dans l'exécution de la tâche
- La nécessité de cumuler deux emplois, soit un emploi rémunéré en plus de la fonction élective, une réalité qui touche près des deux tiers des personnes élues
- Le manque de connaissance du rôle et des responsabilités des personnes élues par la population, qui contribue à des attentes souvent irréalistes quant à leur disponibilité
- Différentes formes d'injonction de disponibilité (numérique, présence, proximité) et un sentiment d'assertivité (difficulté à dire non, à poser les limites, à prioriser)

## Les principales répercussions

- À l'échelle personnelle : stress élevé, impact sur la santé psychologique, voire sur la santé physique (manque de sommeil, sauter des repas, etc.)
- À l'échelle familiale : interférence avec la vie familiale, pression sur le/la partenaire, diminution du temps de famille
- À l'échelle professionnelle : crainte de ne pas pouvoir réaliser adéquatement ses tâches professionnelles, utilisation des congés/vacances à des fins politiques, nécessité de réduire le temps de travail, voire de changer de profession
- À l'échelle politique : diminue l'attractivité, la rétention et la pérennisation de la fonction de personne élue ; nuit à la diversification des profils des personnes intéressées par la fonction ; à terme, menace la santé démocratique au sein des municipalités québécoises

Espace MUNI et ses partenaires appellent à la mobilisation des décideuses et des décideurs pour entreprendre des actions rapidement afin de soutenir une meilleure conciliation famille-travail-vie politique chez les personnes élues municipales. Plusieurs leviers existent et doivent être explorés :

### Leviers législatifs

- ✓ Bonifier l'article 318 de la Loi sur les cités et villes afin permettre la tenue des réunions du conseil en mode hybride en cas de nécessité.
- ✓ Modifier l'article 317 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM) sur le défaut d'assister aux séances du conseil pendant 90 jours consécutifs afin d'y préciser les motifs sérieux et hors du contrôle des personnes élues et y ajouter des mesures de soutien aux personnes élues concernées par une grossesse, une naissance ou l'adoption d'un enfant (prolongement de la période de 18 semaines, permission de siéger à distance pour 32 semaines supplémentaires).

## Leviers législatifs (suite)

- ✓ Amender l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes afin de permettre aux personnes élues de municipalités de moins de 100 000 habitants de se doter de personnels permettant ainsi un meilleur soutien politique.
- ✓ Modifier la loi sur le traitement des élu(e)s municipaux (c. T-11.001, LTEM) afin de permettre le remboursement des dépenses de recherche et de soutien aux conseillers pour les municipalités de 20 000 habitants et moins, ces dernières n'ayant pas les moyens de supporter une fonction publique complète.

Par la suite, en assurer la promotion auprès des personnes élues municipales.

## Levier normatif

- ✓ Collaborer avec les organisations et organismes représentant les municipalités de même que les municipalités elles-mêmes à l'adaptation des contenus et moyens de communication et diffusion des guides de référence nationaux.

## Leviers communicationnels

- ✓ Mettre en œuvre une campagne nationale de sensibilisation de la population à l'égard du travail des personnes élues municipales dans une perspective de valorisation et de reconnaissance.
- ✓ Financer un projet visant la création de contenus de sensibilisation pour les personnes élues municipales aux enjeux de conciliation famille-travail-vie politique municipale (vidéos, balado, etc.).

## Levier opérationnel

- ✓ Financer un programme de reconnaissance et d'accompagnement des municipalités dans une démarche d'amélioration de la conciliation famille, travail et vie politique. (Sceau de reconnaissance Concilivi pour les conseils municipaux).

Au cours des prochains mois, Espace MUNI continuera le travail avec ses partenaires stratégiques afin développer des collaborations et un travail concerté et intersectoriel sur le thème de la conciliation famille, travail et vie politique. En plus de faire la promotion de ces enjeux, la démarche vise à identifier les meilleures pistes de solutions et à engager le dialogue avec les différents acteurs ayant le pouvoir d'agir. **Vous souhaitez faire partie de la discussion? Contactez-nous!**

Pour plus d'information :  
[espacemuni.org/programmes](http://espacemuni.org/programmes)

(450) 466-9777  
[info@espacemuni.org](mailto:info@espacemuni.org)

*Une initiative d'Espace MUNI et ses partenaires :*

